

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°959 du Vendredi le 23 Octobre 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Streaming vidéo

Netflix peine à convaincre les investisseurs

Distancé par YouTube sur les téléviseurs américains, Netflix ne rassure pas Wall Street en revoyant à la baisse ses ambitions publicitaires.... • (Page 08)

Chaleur extrême

Mieux mesurer les risques pour protéger mères et enfants
La chaleur extrême menace la santé des femmes enceintes, des nouveau-nés et des enfants. Quatre agences ... • (Page 09)

3ème Universités de l'Association des grandes entreprises du Togo

• (Page 03)

« Le temps de l'audace : bâtir les champions nationaux »



Blanchiment de capitaux

• (Page 04)

La CENTIF évalue les risques liés aux activités maritimes



UEMOA

A Ouagadougou, les régulateurs du numérique se penchent sur l'intégration digitale
La deuxième session du Comité des régulateurs nationaux du numérique des États membres de l'UEMOA (CRNN)... • (Page 02)

VIH/SIDA

Au Togo, des résultats encourageants

Au Togo, la lutte contre le VIH/Sida enregistre des résultats encourageants. Environ 94 % des personnes vivant avec le virus connaissent leur statut sérologique, 93 % sont sous traitement ... • (Page 04)

Afreximbank

Un milliard de dollars pour développer l'industrie automobile africaine

Réunis en Égypte le 19 octobre 2026, les acteurs du secteur automobile africain ont identifié de nouvelles pistes pour accélérer l'industrialisation du continent. ... • (Page 06)

Agoè-Nyivé

Une Journée publique de recevabilité sur les orientations budgétaires 2027

La commune Agoè-Nyivé 1 a organisé, le mercredi 21 octobre, une journée publique de débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2027, ... • (Page 11)

CANALBOX

88 66
Coût de l'appel : 20FCFA

INTERNET ILLIMITÉ + TV
TOUT EST LÀ
LA FIBRE CANALBOX | TOUT CANAL+ | NETFLIX

UN SEUL ABONNEMENT !

30 000 / MOIS

UEMOA

A Ouagadougou, les régulateurs du numérique se penchent sur l'intégration digitale

La deuxième session du Comité des régulateurs nationaux du numérique des États membres de l'UEMOA (CRNN) se tient du 20 au 22 octobre 2026 à Ouagadougou, au Burkina Faso. Les travaux portent sur la convergence réglementaire, les services financiers numériques, la mutualisation des infrastructures et la mise en œuvre effective du roaming communautaire.

• Junior Aredola

Vers une convergence de la régulation numérique. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) poursuit ses efforts pour renforcer l'intégration numérique de son espace communautaire. La deuxième session du Comité des régulateurs nationaux du numérique des États membres (CRNN) a été ouverte à Ouagadougou par Paul Koffi Koffi, commissaire chargé du Département du Développement de l'Entreprise, des Mines, de l'Énergie et de l'Économie numérique de la Commission de l'UEMOA. La cérémonie s'est déroulée en présence de Wendlassida Patrice Compaoré, secrétaire exécutif de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) du Burkina Faso et président en exercice du CRNN, ainsi que de Seydina Oumar Nimaga, représentant l'Autorité malienne de régulation des télécommunications, des TIC et des postes. La rencontre intervient dans un contexte marqué par l'accélération des transformations digitales et la diversification des usages. Pour la Commission de l'UEMOA, l'ambition est de faire du numérique un levier d'inclusion financière, de croissance économique et de cohésion sociale au bénéfice des populations.

Une régulation élargie aux nouveaux



enjeux du numérique

Les échanges traduisent la volonté des régulateurs d'adapter leurs approches aux mutations du secteur. Au-delà des télécommunications traditionnelles, les enjeux concernent désormais les communications électroniques, les services financiers numériques, la protection des données à caractère personnel et la sécurité numérique. « Les défis du numérique ne se limitent plus aux télécommunications traditionnelles », a rappelé Paul Koffi Koffi, soulignant la nécessité d'une réponse réglementaire adaptée à l'évolution des services et des usages. Trois dossiers stratégiques sont au cœur des travaux : la régulation des services financiers numériques, la mutualisation des infrastructures et la mise en œuvre effective du roaming, ou itinérance mobile, dans l'espace communautaire.

Le roaming communautaire comme priorité

La question de l'itinérance mobile occupe une

place importante dans cette session. Une cérémonie officielle de signature d'accords bilatéraux de roaming est prévue le 23 octobre 2026, à l'issue des travaux annoncés du 20 au 22 octobre. Pour la Commission de l'UEMOA, la signature de ces accords constitue une première étape, dont les effets dépendront de leur application effective. Paul Koffi Koffi a ainsi appelé les régulateurs à assurer un suivi rigoureux afin que les engagements pris produisent des avantages tangibles pour les usagers. Le développement du roaming communautaire s'inscrit dans une dynamique visant à faciliter les communications entre les États membres et à renforcer l'intégration du marché numérique régional. Pour Wendlassida Patrice Compaoré, la tenue de cette session témoigne de la volonté commune des institutions de renforcer leurs synergies face à la complexification des enjeux de régulation. Le président en exercice du CRNN a exprimé le souhait que les échanges débouchent sur des conclusions utiles à l'ensemble des États membres.



AUX DÉCIDEURS ...

Développement concret des territoires

La coopération entre le Togo et la France ne peut se mesurer uniquement à l'aune des rencontres ministérielles et des déclarations d'intention. Elle doit aussi se traduire par des résultats visibles dans les communes, les régions et les conditions de vie des populations. Les premières assises de la coopération décentralisée, annoncées pour janvier 2027, offrent à Lomé et à Paris l'occasion de donner une nouvelle dimension à leur partenariat : celle d'une coopération de proximité, fondée sur les besoins réels des territoires et la recherche de solutions durables.

La décentralisation ne saurait se limiter au transfert de compétences administratives vers les collectivités territoriales. Elle doit permettre aux communes et aux régions de mieux répondre aux attentes des citoyens, de participer à la création de richesses et de contribuer à un développement plus équilibré du territoire national.

C'est tout le sens de l'appel lancé par le colonel Awaté Hodabalo lorsqu'il souligne la nécessité de convaincre les populations que la décentralisation constitue une voie pertinente pour leur développement. Cette adhésion ne se décrète pas. Elle se construit à travers des réalisations tangibles : des services publics de proximité plus efficaces, une meilleure gestion des ressources locales, des infrastructures adaptées et une participation accrue des citoyens aux décisions qui les concernent.

Dans cette perspective, la coopération décentralisée avec la France peut représenter un accélérateur. L'expérience française en matière de gouvernance locale, de formation des élus et des agents territoriaux, de planification et de gestion des services publics offre des possibilités d'apprentissage et d'échanges.

Les premières assises de la coopération décentralisée entre le Togo et la France doivent être davantage qu'un rendez-vous institutionnel. Elles doivent servir à définir une feuille de route claire, assortie de priorités, de responsabilités et d'indicateurs permettant d'évaluer les progrès accomplis.

La formation des élus et des agents locaux, l'amélioration de la gestion communale, la planification territoriale, l'accès aux services essentiels ou encore le développement économique local pourraient constituer des domaines de coopération pertinents, sous réserve des priorités retenues conjointement.

La diaspora togolaise établie en France représente un autre levier de cette coopération. Ses liens avec les territoires d'origine, sa connaissance des réalités locales et ses relations avec les collectivités françaises peuvent faciliter l'émergence de projets utiles aux deux pays.

Mais son rôle ne devrait pas être réduit à la mobilisation ponctuelle de contributions financières. La diaspora peut également participer à l'identification des besoins, à la mise en relation des acteurs, au partage de compétences et à la recherche de partenaires techniques.

Encore faut-il organiser cette contribution dans un cadre transparent, en veillant à ce que les projets répondent aux priorités définies par les collectivités et les populations concernées. Les initiatives portées depuis l'étranger ne peuvent produire des résultats durables que si elles s'inscrivent dans une stratégie locale cohérente et bénéficient d'un suivi approprié.

À l'heure où les collectivités territoriales sont appelées à jouer un rôle croissant dans le développement, le partenariat entre le Togo et la France doit évoluer vers une logique de résultats. L'enjeu n'est pas seulement de multiplier les jumelages ou les échanges d'expériences, mais de construire des collaborations capables de renforcer durablement les institutions locales et d'améliorer les services rendus aux populations.

Les assises de janvier 2027 constituent donc une occasion à saisir. Lomé et Paris ont la possibilité de donner à leur coopération territoriale une orientation plus opérationnelle, plus inclusive et mieux évaluée.

La réussite de cette nouvelle étape se jouera finalement dans les territoires. C'est dans les communes, au contact des citoyens, que la coopération décentralisée devra démontrer son utilité. Si les engagements pris se traduisent par des projets pertinents, des collectivités mieux outillées et des services publics locaux plus efficaces, le partenariat franco-togolais aura franchi un cap décisif : celui d'une coopération qui dépasse les intentions diplomatiques pour devenir un véritable instrument de développement humain et territorial.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

3ème Universités de l'Association des grandes entreprises du Togo

« Le temps de l'audace : bâtir les champions nationaux »

La troisième édition des Universités de l'Association des grandes entreprises du Togo (AGET), tenue le 22 octobre 2026 à Lomé, a placé le secteur privé national au cœur des ambitions de transformation économique du pays. Autour du thème « Le temps de l'audace : bâtir les champions nationaux », les acteurs publics et privés ont plaidé pour une fiscalité adaptée, des financements diversifiés et une industrialisation accélérée.

• Junior Aredola

Faire émerger des entreprises capables de conquérir les marchés. Le Togo entend franchir un nouveau cap dans sa transformation économique en misant sur l'émergence de champions nationaux. C'est le principal message porté par la troisième édition des Universités de l'AGET, qui a réuni des représentants de l'État, des dirigeants d'entreprises, des institutions financières, des partenaires au développement et des experts. Dans son discours de bienvenue, le président de l'AGET, Charles Kokou Gafan, a appelé à créer les conditions permettant aux entreprises togolaises de grandir, d'innover et de s'imposer au-delà des frontières nationales, dans un contexte marqué par l'intensification de la concurrence et l'accélération de l'intégration africaine à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Pour lui, l'enjeu n'est pas d'accorder des privilèges aux grandes entreprises, mais de favoriser le développement d'acteurs économiques capables de soutenir durablement



la croissance et l'industrialisation du pays.

L'État mise sur une économie d'accélération

Ouvrant officiellement les travaux au nom du ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, la directrice de cabinet, Akou Mawussè Adétou Afidenyigba, a rappelé l'ambition de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031 : doubler le niveau de vie des Togolais à l'horizon 2040. Selon elle, cet objectif exige de passer d'une économie de résilience à une économie d'accélération, portée notamment par le secteur privé national. L'État entend, dans cette perspective, garantir la stabilité macroéconomique, améliorer le climat des affaires et promouvoir

une fiscalité plus juste et incitative. La stratégie fiscale présentée vise notamment à élargir l'assiette fiscale grâce à la formalisation des activités, à la digitalisation des procédures et à une meilleure répartition de l'effort contributif, sans pénaliser l'initiative entrepreneuriale.

L'innovation fiscale au service de l'investissement

Intervenant sur le thème « Une innovation fiscale

pour accélérer l'émergence », Jonas Daou, président-directeur général du groupe Zener et ancien président de l'AGET, a mis en avant les trois orientations de la Feuille de route 2026-2031 : « Protéger, Rassembler, Transformer ».

Il a notamment plaidé pour une fiscalité davantage digitalisée, le renforcement de la confiance entre l'administration et les contribuables, ainsi que des mécanismes adaptés aux besoins des startups, de la

recherche, de l'innovation, de l'agriculture et de l'industrie.

Ces réformes doivent contribuer à mobiliser les investissements et à renforcer la compétitivité des entreprises locales.

Énergie, financement et décentralisation au cœur des débats

Trois panels ont complété les échanges autour des principaux leviers de développement des cham-

pions nationaux : la souveraineté énergétique et le coût de l'électricité, les marchés de capitaux et les financements alternatifs, ainsi que la décentralisation de la croissance à travers le rôle des communes dans l'industrialisation. Au terme de cette rencontre, l'ambition affichée est de transformer les échanges en recommandations concrètes pour renforcer le tissu industriel, diversifier les sources de financement et structurer les chaînes de valeur locales.

À travers ces Universités, l'AGET et les pouvoirs publics réaffirment ainsi leur volonté de consolider le partenariat public-privé. L'objectif est de faire émerger des entreprises togolaises capables de porter la transformation économique du pays et de contribuer à l'ambition de doubler la richesse nationale d'ici 2040.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Blanchiment de capitaux

La CENTIF évalue les risques liés aux activités maritimes

La Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF-Togo) a organisé, le 22 octobre 2026 à Lomé, un atelier national consacré aux risques de blanchiment de capitaux liés à la criminalité maritime. Réunissant 80 acteurs institutionnels et privés, cette rencontre vise à renforcer la coopération et à définir des mesures opérationnelles pour assécher les circuits financiers illicites dans le golfe de Guinée.

● Wilson Lawson

La sécurité maritime, un enjeu de sécurité économique. Le Togo intensifie ses efforts contre les flux financiers issus de la criminalité maritime. Le mercredi 22 octobre 2026, à la salle CEDEAO du CASEF, le président de la CENTIF-Togo et correspondant national du GIABA, Tchaa Bignossi Aquiteme, a ouvert les travaux de l'atelier national de diffusion et de validation du rapport sur les risques de blanchiment de capitaux liés à ces activités illicites. S'exprimant au nom du ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, il a rappelé que la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération constitue une responsabilité collective. « La sécurité maritime est indissociable de la sécurité économique », a-t-il souligné, mettant en avant la nécessité de garantir la liberté de navigation, de prévenir les trafics illicites et de protéger les espaces maritimes nationaux. Cette démarche s'inscrit dans les orientations du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, et dans la vision gouvernementale « Protéger, Rassembler, Transformer ». Elle intervient également dans le prolongement de la nouvelle loi relative à la lutte contre



le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération, promulguée en mars 2026.

Le golfe de Guinée face aux flux financiers illicites

Dix ans après le sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes, organisé à Lomé en octobre 2016 et marqué par l'adoption de la Charte de Lomé, la sécurisation du golfe de Guinée demeure une priorité. La position stratégique du Togo et le poids du Port autonome de Lomé exposent le pays à plusieurs activités criminelles, notamment le trafic de stupéfiants, la contrebande et la pêche illicite, susceptibles de générer des revenus ensuite intégrés dans les circuits financiers légaux. Les évaluations nationales des risques de 2019 et l'évaluation mutuelle du GIABA de 2022 avaient déjà souligné la nécessité d'approfondir la compréhension de ces menaces. Pour y répondre, la CENTIF, avec l'appui du CONAC et du Projet d'appui à la gouvernance et au

développement du secteur privé (PAGDSP), financé par la Banque africaine de développement (BAD), a conduit une évaluation sectorielle des risques liés à la criminalité maritime. Cinq études de typologies portant notamment sur la corruption, le trafic d'espèces sauvages, le transport transfrontalier d'espèces et la criminalité financière basée sur le commerce complètent ces travaux.

Trois priorités pour une réponse opérationnelle

Au cours de cet atelier, trois axes ont été retenus : renforcer l'approche fondée sur les risques afin de mieux cibler les secteurs exposés, consolider le partage d'informations entre les administrations et les partenaires internationaux, et améliorer l'efficacité des actions de prévention, de détection, d'enquête, de poursuite et de confiscation des avoirs criminels. La rencontre mobilise 80 participants issus notamment des ministères, de la BCEAO, du Haut Conseil pour la mer, de la préfecture maritime, du Port autonome de Lomé, des forces de défense et de sécurité, de l'Office togolais des recettes, ainsi que des secteurs bancaire, assurantiel et immobilier.



VIH/SIDA

Au Togo, des résultats encourageants

Au Togo, la lutte contre le VIH/Sida enregistre des résultats encourageants. Environ 94 % des personnes vivant avec le virus connaissent leur statut sérologique, 93 % sont sous traitement antirétroviral et 85 % ont atteint la suppression virale.

Ces résultats permettent d'apprécier les progrès réalisés au regard des objectifs « 95-95-95 » de l'ONUSIDA : 95 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut, 95 % de celles qui connaissent leur statut reçoivent un traitement antirétroviral et 95 % des personnes sous traitement ont une charge virale supprimée. Ces données ont été évoquées le mercredi 21 octobre, lors d'une audience accordée par le président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, à Christian Mouala, représentant et directeur multi-pays de l'ONUSIDA pour le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin. Les échanges ont permis de faire le point sur la coopération entre le Togo et l'organisation, ainsi que sur les progrès réalisés dans la lutte contre la pandémie. Les deux parties ont

également abordé la place du Parlement dans cette lutte. Le représentant de l'ONUSIDA a salué l'engagement des parlementaires, soulignant l'importance de leur rôle dans le plaidoyer, les décisions et les orientations budgétaires. « Je suis vraiment surpris de la qualité des discussions et de l'engagement des parlementaires », a-t-il déclaré. Malgré les avancées enregistrées, des défis persistent, notamment en matière de prévention

de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et de renforcement des actions de prévention auprès des jeunes de 15 à 24 ans. Le développement des capacités des parlementaires sur les questions liées au VIH et à la santé figure également parmi les pistes évoquées. Pour rappel, le Togo, à l'instar de la communauté internationale, s'est engagé à mettre fin au Sida en tant que menace de santé publique d'ici 2030.

(Togo Officiel)



Diplomatie

Alessio Cappellani, nouvel ambassadeur de l'UE au Togo

L'Union Européenne (UE) a un nouvel ambassadeur au Togo. Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Afognon Kouakou Sedaminou, a, au nom du ministre, reçu le mardi 20 octobre les copies figurées des lettres de créance du nouveau diplomate désigné, Alessio Cappellani.

Le nouvel ambassadeur, qui sera officiellement accrédité par le Président de la République, succède à Gwilym Jones, dont la mission s'est achevée en juillet dernier. Alessio Cappellani aura notamment pour mission de poursuivre le dialogue et de consolider les relations entre le Togo et l'UE dans les domaines économique, commercial et celui de la coopération. Il devra également assurer le suivi des programmes financés par l'UE. Pour rappel, les interventions de l'Union européenne au Togo s'inscrivent dans le cadre du Document conjoint de programmation pluriannuelle (DCP) 2021-2027. Ce cadre prévoit un portefeuille de 201 millions d'euros pour accompagner les priorités de développement du pays. Les financements couvrent trois axes : le développement humain et l'inclusion socio-économique, les agro-industries durables et la gestion des ressources naturelles, ain-

si que la consolidation d'une société apaisée et résiliente, fondée sur une

(Togo Officiel)



Cours des devises du jeudi 22 Octobre 2026

DEVISE	ACHAT	VENTE
Euro	655,957	655,957
Dollar us	580,250	587,250
Yen japonais	3,680	3,740
Livre sterling	779,000	786,000
Franc suisse	708,000	714,000
Dollar canadien	412,750	419,750
Yuan chinois	86,500	88,250
Dirham Emirats Arabes Unis	157,500	160,500

Source: BCEAO



Aquamazone
ADVENTURE

AQUAMAZONE Adventure

**Samedi &
Dimanche
Jours fériés
11h - 18h**



ACTIVITÉS

- PEDALO
- CANOË KAYAK
- PADDLE
- BATEAU À PEDALES
- PIROGUE
- JET SKI

*Évasion nautique
Inoubliable!*

+229 01 **54 28 44 44**
+229 01 **60 15 04 04**
✉ aquamazone229@gmail.com
🌐 www.aquamazone.com

Suivez-nous sur

📺 📷 📱 🎵 **Aquamazone**

📍 Adouanko village, Route des Pêches,
Aquamazone Embarcadère

Afreximbank

Un milliard de dollars pour développer l'industrie automobile africaine

Réunis en Égypte le 19 octobre 2026, les acteurs du secteur automobile africain ont identifié de nouvelles pistes pour accélérer l'industrialisation du continent. Afreximbank annonce une enveloppe de 1 milliard de dollars pour soutenir la filière, tandis que plusieurs partenariats visent à renforcer les chaînes de valeur régionales et les échanges intra-africains.

● Nicole Esso

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank), en partenariat avec l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM), le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et les autorités égyptiennes et sud-africaines, a organisé le Forum africain sur l'investissement dans le secteur automobile, en marge du Forum « Alamein Africa », à El Alamein, en Égypte. La rencontre de deux jours a réuni des responsables publics, des constructeurs automobiles, des équipementiers et des fabricants de composants.

L'objectif était de faciliter les investissements, de promouvoir les transferts de technologie et de favoriser la création de coentreprises entre entreprises africaines et groupes inter-



nationaux.

Pour soutenir cette dynamique, Afreximbank a annoncé avoir alloué 1 milliard de dollars au financement du secteur automobile africain. Selon Kanayo Awani, vice-présidente exécutive chargée du Commerce intra-africain et du Développement des exportations, cette industrie constitue un levier majeur de diversification

économique, de création d'emplois qualifiés et de réduction de la dépendance du continent aux importations de véhicules.

Des partenariats pour structurer les chaînes de valeur

Le forum a été marqué par la signature d'un accord de coentreprise entre la société sud-africaine

Malben Engineering et le groupe industriel égyptien El Araby. Ce partenariat prévoit la mise en place d'une plateforme commune de fabrication de composants automobiles destinée aux marchés égyptien, sud-africain et africain.

Par ailleurs, le Secrétariat de la ZLECAf et l'AAAM ont signé un protocole d'accord pour renforcer leur coopération. Celui-ci

porte notamment sur les règles d'origine, la facilitation des échanges, les normes automobiles, le développement des fournisseurs régionaux, la valorisation des minerais et la mobilisation des investissements.

Le secrétaire général de la ZLECAf, Wamkele Mene, a mis en avant trois priorités : développer des projets attractifs pour les investisseurs, renforcer les réseaux régionaux de fournisseurs et mettre en place une production régionale commercialement viable. Pour Tarek Mosaad, président de l'AAAM, l'adoption des règles d'origine dans le cadre de la ZLECAf pose les bases d'une industrie automobile plus intégrée. Le défi consiste désormais à concrétiser les ambitions par la création d'usines, le développement des fournisseurs et l'intensification des échanges intra-

africains.

Une demande appelée à croître

Alors que la demande africaine de véhicules pourrait atteindre 5 millions d'unités d'ici 2035, les participants ont souligné les possibilités offertes par les matières premières du continent, notamment le lithium, le cobalt, le manganèse, le nickel et le cuivre.

Le développement de la filière nécessitera toutefois des politiques incitatives adaptées et des financements accessibles. Pour Afreximbank et ses partenaires, l'enjeu est de faire émerger un écosystème automobile panafricain compétitif, capable de créer des emplois qualifiés, de renforcer la production locale et de positionner l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales.

Gabon

114 milliards FCFA pour une nouvelle usine de clinker et de ciment

Le Gabon accélère sa stratégie d'industrialisation avec la construction d'une usine de clinker et de ciment à Malibé 2, dans la commune d'Akanda. Porté par des investisseurs privés, ce projet de 114 milliards FCFA entend renforcer la production nationale, à réduire les importations et à créer plusieurs milliers d'emplois directs et indirects.

● Vivien Atakpabem

Le mardi 20 octobre 2026, le vice-président du Gouvernement, Hermann Immongault, agissant au nom du président de la République, Brice Clotaire Oligui Nguema, a procédé à la pose de la première pierre de la future usine de clinker et de ciment de Malibé 2, dans la commune d'Akanda. Portée par Hope Global Investment et Gabon Future Cement Clinker SAU, avec l'appui technique du groupe chinois Anhui Conch Cement, cette infrastructure représente un investissement d'au moins 114 milliards de FCFA. Sa réalisation est prévue sur une période de 24 mois. À terme, l'usine devrait disposer d'une capacité de production de clinker de 3 500 tonnes par



jour et produire au moins un million de tonnes de ciment par an. Ces volumes devraient contribuer à accroître l'offre nationale et à mieux répondre aux besoins du secteur de la construction, dans un contexte marqué par les ambitions du pays en matière d'infrastructures et de logement.

Des milliers d'emplois attendus

Au-delà de ses capacités industrielles, le projet présente des perspectives

importantes en matière d'emploi. Entre 300 et 350 emplois directs devraient être créés, tandis que les activités connexes pourraient générer entre 2 000 et 3 000 emplois indirects. Ces retombées pourraient bénéficier à plusieurs segments de l'économie locale, notamment le transport, la logistique, la maintenance industrielle et les services aux entreprises. Le développement de cette unité de production devrait également favoriser la structuration des chaînes de

valeur nationales autour de l'industrie cimentière. En mobilisant des partenaires internationaux pour développer une capacité industrielle sur son territoire, le Gabon entend ainsi renforcer l'attractivité de son économie et orienter davantage les investissements vers des activités productives.

Réduire la dépendance aux importations

L'un des principaux enjeux de cette infrastructure réside dans le renforcement de la souveraineté industrielle du Gabon. La production locale de clinker, matière première essentielle à la fabrication du ciment, doit permettre de réduire la dépendance du pays aux approvisionnements extérieurs. Cette orientation revêt une importance particulière à l'approche de l'interdic-

tion annoncée des importations de clinker à compter du 1er janvier 2027. Le développement de capacités nationales de production apparaît ainsi comme un levier pour accompagner cette mesure et sécuriser l'approvisionnement des cimenteries. La nouvelle usine pourrait, dans cette perspective, contribuer à limiter l'exposition du marché national aux contraintes des chaînes d'approvisionnement internationales et à soutenir la disponibilité des matériaux nécessaires aux projets de construction.

Diversification économique

À travers cet investissement, les autorités gabonaises entendent transformer les partenariats internationaux en moteurs de croissance, de création d'emplois et de déve-

loppement industriel. Le projet de Malibé 2 s'inscrit dans une stratégie visant à accroître la transformation locale, à diversifier les sources de richesse et à consolider les capacités productives du pays. La réussite de cette initiative dépendra notamment du respect du calendrier de réalisation, de la montée en puissance de la production et de la capacité de l'usine à répondre durablement à la demande nationale. Avec un investissement annoncé de 114 milliards de FCFA, le projet constitue une étape importante dans les ambitions industrielles du Gabon. Sa mise en service pourrait renforcer la filière cimentière et soutenir la politique nationale de construction et de logement, tout en ouvrant de nouvelles perspectives économiques pour les populations.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 21 octobre 2026

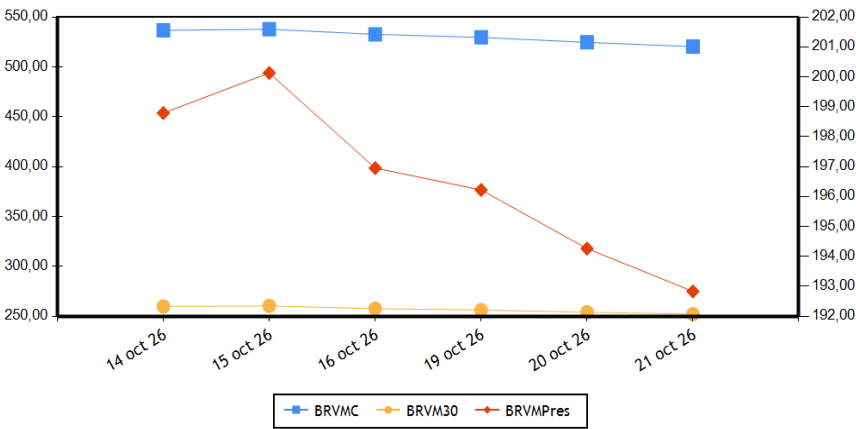
N° 200

BRVM COMPOSITE	520,27
Variation Jour	-0,81 %
Variation annuelle	50,48 %

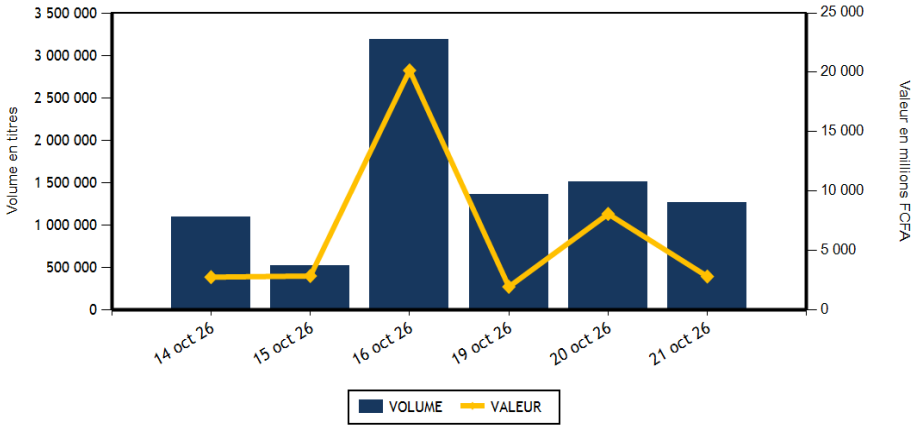
BRVM 30	252,04
Variation Jour	-0,78 %
Variation annuelle	51,61 %

BRVM PRESTIGE	192,83
Variation Jour	-0,74 %
Variation annuelle	33,68 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 402 293 029 296	-0,81 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 244 966	-0,95 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 598 716 002	-53,11 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	9	-40,00 %
Nombre de titres en baisse	30	36,36 %
Nombre de titres inchangés	7	-22,22 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 466 970 861 882	-0,05 %
Volume échangé	20 915	-91,73 %
Valeur transigée (FCFA)	208 919 484	-91,75 %
Nombre de titres transigés	14	-41,67 %
Nombre de titres en hausse	3	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	-52,63 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 700	7,25 %	48,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 160	4,35 %	49,48 %
SETAO CI (STAC)	1 975	4,22 %	49,06 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	2 150	1,42 %	102,83 %
SOLIBRA CI (SLBC)	38 990	1,21 %	34,91 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	1 610	-5,29 %	1,90 %
CIE CI (CIEC)	5 000	-3,85 %	111,86 %
BICI CI (BICC)	30 800	-3,78 %	58,40 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 895	-3,50 %	23,98 %
SODE CI (SDCC)	11 605	-3,37 %	100,09 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	192,83	-0,74 %	33,68 %	71 229	1 809 078 085	13,71
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	366,64	-0,95 %	68,45 %	1 173 737	789 637 917	21,35

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	209,59	-0,81 %	57,42 %	1 244 966	2 598 716 002	16,85

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	142,17	-0,68 %	49,81 %	41 177	1 479 925 470	13,37
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	183,00	-0,71 %	5,77 %	74 202	165 432 225	37,88
BRVM - SERVICES FINANCIERS	17	239,76	-1,13 %	64,38 %	1 080 562	669 910 052	15,63
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	259,34	0,17 %	20,02 %	21 285	164 029 140	12,72
BRVM - INDUSTRIELS	6	210,80	-0,89 %	59,30 %	8 974	16 807 740	144,70
BRVM - ENERGIE	4	155,55	0,75 %	40,25 %	6 490	27 818 035	17,84
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	220,84	-3,71 %	108,54 %	12 276	74 793 340	20,37

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	16,85
Taux de rendement moyen du marché	6,60
Taux de rentabilité moyen du marché	5,93
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	210
Volume moyen annuel par séance	1 913 489,00
Valeur moyenne annuelle par séance	3 060 934 986,87

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	27,89
Ratio moyen de satisfaction	71,93
Ratio moyen de tendance	257,91
Ratio moyen de couverture	38,77
Taux de rotation moyen du marché	0,11
Prime de risque du marché	0,19
Nombre de SGI participantes	38

Streaming vidéo

Netflix peine à convaincre les investisseurs

Distancé par YouTube sur les téléviseurs américains, Netflix ne rassure pas Wall Street en revoyant à la baisse ses ambitions publicitaires.

Champion de la rentabilité mais en mal de croissance, Netflix peine à convaincre les investisseurs: le pionnier du streaming a publié mardi des ventes conformes aux attentes, mais revu à la baisse ses ambitions publicitaires, sur lesquelles il compte pourtant pour se relancer. L'action du groupe, qui vient de supprimer un millier de postes et de remplacer sa directrice des contenus, reculait de près de 6% dans les échanges électroniques après la clôture. Le titre a déjà perdu un quart de sa valeur depuis janvier. Face à YouTube – qui capte désormais presque deux fois plus de temps d'écran sur les téléviseurs américains, selon l'institut Nielsen –, Netflix ne compte pas changer de recette. Interrogé sur les vidéos courtes et les contenus amateurs, spécialités de son rival, le codirecteur général Ted Sarandos a rappelé que 95% des dépenses du groupe allaient toujours aux séries, films et événements en direct produits par des professionnels, «le moteur de croissance essentiel».

La publicité déçoit

Son talon d'Achille: le temps passé devant ses programmes. «Nous savons qu'il existe une certaine inquiétude chez les



investisseurs au sujet de la croissance des heures de visionnage», reconnaît le groupe dans sa lettre aux actionnaires, sans publier de chiffre. «Soyons clairs, nous voulons accélérer la croissance des heures visionnées (...) Nous y travaillons», a insisté le directeur financier Spencer Neumann lors de la conférence aux analystes. «La meilleure preuve» que Netflix apporte toujours de la valeur à ses abonnés, selon l'autre codirecteur général Greg Peters, c'est le nombre de résiliations d'abonnement, en recul sur un an. Côté publicité, présenté comme un moteur de croissance, Netflix n'attend plus qu'environ 2,7 milliards de dollars de recettes en 2026, contre 3 milliards annoncés, en raison d'un déploiement plus lent que prévu.

Coupes et recentrage

Les suppressions de postes annoncées la se-

maine dernière, environ 1000 sur quelque 16'000, coûteront environ 160 millions de dollars au quatrième trimestre, selon un calcul de l'AFP. Elles doivent permettre de continuer à investir massivement là où l'impact est le plus fort, assure Netflix. Sa directrice des contenus Bela Bajaria, qui a supervisé «Squid Game» ou «KPop Demon Hunters», a été remplacée par Peter Rice, ancien dirigeant de Disney et de 21st Century Fox. Les États-Unis «ne progressent pas aussi vite que nous le voudrions», a reconnu Ted Sarandos, qui attend du nouveau venu davantage de grands succès américains. «Il n'est pas nécessaire de changer fondamentalement de stratégie. En revanche, nous devons mieux la mettre en œuvre» dans le pays, a-t-il ajouté. Netflix mise aussi sur des contenus achetés à d'autres, comme les films «L'Âge de glace» de Disney.

Avec lematin.ch

Suisse

Des données de conseillers fédéraux et d'agents secrets ont fuité

Des pirates ont mis la main sur des données d'agents secrets, de militaires d'élite et d'anciens conseillers fédéraux. Ils réclament une rançon.

Selon une enquête du «Tages-Anzeiger», le groupe de pirates informatiques Akira aurait mis la main sur les données personnelles de pratiquement tous les employés actuels et anciens de la Confédération, à l'exception des membres du Conseil fédéral en fonction. L'attaque s'est produite dans la nuit du 28 au 29 septembre. Les pirates ne se sont pas directement introduits dans les systèmes informatiques fédéraux, mais dans ceux de PK Softech, une petite entreprise basée



• Les auteurs du piratage sont identifiés comme le groupe Akira, spécialisé dans le vol de données et le chantage informatique. Philip Dulian/dpa

à Reinach (BL), qui fournit des services informatiques à plusieurs caisses de pension suisses, dont Publica, celle du personnel fédéral. Les cybercriminels ont dérobé environ 100 gigaoctets de données compressées, avant d'effacer le contenu du serveur attaqué. Les informa-

tions volées concernent potentiellement bien plus de 100'000 personnes: employés de l'administration, magistrats, anciens conseillers fédéraux, policiers spécialisés, agents du renseignement et membres d'unités militaires d'élite.

Avec lematin.ch

Crise du carburant

Macron sécurise 200'000 tonnes de diesel du Golfe par mois

Le président français a sécurisé la livraison de 200'000 tonnes de diesel par mois par les Émirats arabes unis et Bahreïn.

Le président français Emmanuel Macron, en tournée dans le Golfe, a sécurisé la livraison de 200'000 tonnes complémentaires de diesel par mois auprès des Emirats arabes unis et de Bahreïn, a annoncé mardi l'Elysée. Il a obtenu des «engagements» sur «environ 100.000 tonnes par mois de diesel avec les Emirats» et «100'000 tonnes complémentaires par mois» seront sécurisés lors de son étape à Bahreïn dans l'après-midi, a précisé l'Elysée. Au total, avec les volumes supplémentaires déjà sécurisés auprès de l'Arabie saoudite à hauteur de «95'000 tonnes» pour «octobre et novembre», la France dispose d'engagements à hauteur de 295'000 tonnes par mois, soit «un peu plus de 10%» de sa consommation en



• Emmanuel Macron a sécurisé la livraison en France de 200'000 tonnes de diesel par mois. AFP

la matière pour réduire la pression sur les marchés, a ajouté la présidence. Le Koweït a donné de son côté des «engagements très clairs» de livraison de diesel et kérosène vers les territoires d'outremer dans l'océan Indien – Mayotte et Réunion – via Oman, en contournant donc le détroit d'Ormuz, où le trafic est perturbé depuis le début du conflit entre les États-Unis et l'Iran. Des discussions sont également en cours avec les pays de la région pour «faire baisser les prix de l'assurance maritime

afin que les compagnies puissent sortir davantage de quantités» d'hydrocarbures à travers le détroit à moindre coût, selon l'Elysée. «On renforce ainsi notre sécurité énergétique avec ces engagements de nos partenaires dans la durée», a assuré la présidence, sans préciser l'impact attendu sur les prix à la pompe. Avec les stocks stratégiques déjà libérés en France, cela aura un «effet sur les prix qu'on ne sait pas quantifier à ce stade».

Avec lematin.ch

Hygiène buccodentaire

Un dentifrice hors de prix est-il vraiment plus efficace?

Vitamines, ingrédients cosmétiques et formules personnalisées: les fabricants rivalisent d'imagination. Mais ces produits ne seraient pas mieux que les autres.

Se brosser les dents ne suffirait-il plus? En 2026, certains fabricants de dentifrices promettent bien davantage qu'une bonne hygiène buccale. Leurs nouveaux produits sont censés améliorer l'éclat de la peau, apporter de l'énergie ou encore favoriser la détente. Le tout pour un prix pouvant atteindre 30 francs. «L'évolution actuelle du dentifrice est incroyable», constate Hannah Selzner, dentiste interrogée par «20 Minutes». Mais derrière ces innovations et leurs promesses séduisantes, la spécialiste peine à voir un véritable intérêt pour la santé des dents. La marque Zapa propose notamment des dentifrices enrichis en substances habituellement présentes dans les compléments alimentaires. Selon la formule choisie, les ingrédients sont censés favoriser la récupération, stimuler l'énergie, améliorer l'apparence de la peau ou procurer une sensation d'apaisement. Au menu:



• Zapa propose un dentifrice enrichi en compléments alimentaires personnalisables, à choisir selon ses besoins. Le prix d'un tube s'élève à 20 francs. Zapa

vitamine B12, acide hyaluronique ou encore ashwagandha, une plante utilisée dans certains compléments alimentaires. Les clients peuvent même personnaliser leur dentifrice en choisissant sa composition, sa couleur et son nom. Prix de départ: 20 francs le tube. Le fabricant reconnaît toutefois que les quantités de substances actives sont trop faibles pour couvrir les besoins quotidiens en nutriments. Ces dentifrices ne remplacent donc pas

les compléments alimentaires classiques.

Un dentifrice pour le matin, un autre pour le soir

Autre approche, celle de la marque Artem, qui propose deux produits distincts selon le moment de la journée. Le matin, un dentifrice sans fluor destiné notamment à blanchir les dents. Le soir, une formule fluorée pour compléter cette routine. La marque présente ce duo comme un véritable programme de soins buccaux, inspiré des rituels cosmétiques. Les produits contiennent notamment du niacinamide et de l'aloé vera, deux ingrédients fréquemment utilisés dans les soins de la peau. Cette stratégie rappelle celle du tandem Elmex-Aronal, commercialisé depuis plusieurs décennies, mais avec une dimension cosmétique davantage mise en avant.

Avec lematin.ch

Chaleur extrême

Mieux mesurer les risques pour protéger mères et enfants

La chaleur extrême menace la santé des femmes enceintes, des nouveau-nés et des enfants. Quatre agences des Nations Unies lancent une série inédite d'indicateurs pour aider les pays à mesurer ces risques et à mieux protéger les plus vulnérables.

Hypertension artérielle, accouchement prématuré, faible poids à la naissance, bébé mort-né : plusieurs études établissent un lien entre l'exposition des femmes enceintes à des chaleurs extrêmes et ces complications. Pour mieux en mesurer les effets et renforcer la prévention, quatre agences des Nations Unies ont lancé mercredi un premier ensemble d'indicateurs prioritaires destinés à suivre les conséquences de la chaleur sur la santé des femmes enceintes, des nouveau-nés et des enfants. Cette initiative est portée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'UNICEF et l'agence des Nations Unies pour la santé reproductive et sexuelles (UNFPA).

Les enfants de



● © UNICEF/Asad Zaidi La chaleur extrême met en danger la santé des femmes enceintes, des nouveau-nés et des enfants. Elle accroît de 26 % la probabilité d'une naissance prématurée.

plus en plus exposés

L'exposition à une chaleur extrême augmente de 26 % le risque de naissance prématurée. En 2024, les nourrissons de moins d'un an ont été exposés à un nombre de jours de canicule supérieur de 389 % à la moyenne enregistrée entre 1986 et 2005. À l'échelle mondiale, quelque 1,5 milliard d'enfants sont confrontés à des vagues de chaleur plus fréquentes, plus longues ou plus intenses.

« La chaleur affecte déjà les populations les plus vulnérables. Or, les systèmes de santé ne peuvent pas répondre à des risques qu'ils ne mesurent pas », souligne la Dre Pascale Allotey, directrice du Département Santé sexuelle, reproductive, maternelle, de l'enfant et de l'adolescent et vieillissement de l'OMS.

Ce qu'il faut surveiller

Le rapport recommande aux pays de surveiller,

lors des épisodes de chaleur extrême, plusieurs indicateurs de santé : les naissances prématurées, les mortinaissances, le faible poids à la naissance, l'hypertension liée à la grossesse, la mortalité infantile et le nombre de consultations dans les établissements de santé. La fréquentation scolaire figure également parmi les indicateurs à suivre, car elle permet de mesurer dans quelle mesure les fortes chaleurs perturbent le quotidien des enfants. « Nos systèmes de santé ont besoin de données pour mesurer l'ampleur de cette réalité et agir, qu'il s'agisse de protéger les populations pendant les vagues de chaleur ou d'intégrer les risques climatiques aux soins courants », souligne Bruce Gordon, directeur par intérim du Département Environnement, changement climatique, « Une seule santé » et migrations de l'OMS.

Repérer les signaux à temps

Croisées avec la température de l'air, les données de santé courantes aident à repérer des signaux liés à la chaleur. Les autorités peuvent alors détecter des évolutions inhabituelles, enquêter et agir : préparer les établissements à une hausse de la demande, renforcer les alertes auprès des femmes enceintes et des familles, cibler les communautés les plus exposées. L'OMS exhorte tous les pays à se doter de plans d'action « chaleur-santé » adaptés à leur contexte, intégrant les besoins des plus vulnérables, renforçant l'alerte précoce et permettant d'agir vite dès que les risques apparaissent.

Une priorité pour l'adaptation

L'appel de l'OMS fait écho à celui lancé le 5 octobre aux Fidji par Simon Stiell. Lors d'une réunion

préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur le climat (COP31), prévue du 9 au 20 novembre à Antalya, en Turquie, le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques avait demandé que la santé maternelle et néonatale soit explicitement intégrée aux plans nationaux d'adaptation. Car la chaleur complique aussi l'accès aux soins. Certaines maternités manquent de climatisation ou d'électricité fiable. Les femmes qui travaillent dehors ou vivent dans des logements mal adaptés sont particulièrement exposées. « Rester au frais n'est tout simplement pas une option lorsqu'il n'y a aucun endroit frais où aller », avait résumé Simon Stiell.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous devrez faire preuve de rigueur dans la gestion de votre situation matérielle si vous voulez éviter de perdre peu à peu les bénéfices engrangés récemment. En tout cas, vous serez en mesure d'effectuer des transactions profitables. Mais attention : vous risquez de ne plus être raisonnable du tout en dépensant à tort et à travers.

Taureau Amélioration progressive sur le plan matériel. Il faut dire que les influences ne vous ont guère incité ces derniers temps à faire des économies. Mais à partir d'aujourd'hui, vous serez mieux loti, l'argent cherchant à entrer dans votre escarcelle d'un peu partout. Malgré cela, n'oubliez jamais que "la fortune a pour main droite l'habileté et pour main gauche l'économie" (proverbe italien).

Gémeaux Vous ne comprendrez pas pourquoi, mais l'argent vous filera entre les doigts. Vous ne ferez pourtant pas de dépenses somptuaires, et pourtant votre compte affichera toujours aussi peu de réserves. L'explication sera certainement à trouver dans le retour de Neptune. Cette planète a le don de réduire à néant les efforts entrepris de longue date. Alors, méfiez-vous des dettes oubliées, vos créanciers ne manqueront pas de se manifester !

Cancer La prudence devra être de rigueur : la planète Uranus fera craindre une certaine impulsivité dans les dépenses, de manière à oublier les problèmes du jour. Vous pourriez connaître des problèmes multiples en rapport avec l'immobilier. La journée ne sera pas bonne pour prendre des décisions dans ce domaine.

Lion Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Vierge A vous les placements fructueux et les opérations financières juteuses. Il faut dire que vous vous donnerez tant de mal pour faire prospérer vos ressources. Vous saurez doser très habilement l'audace et la prudence. Le résultat sera superbe.

Balance Si vous êtes très pressé de faire fortune, vous risquez d'être déçu ; vous risquez même d'avoir de sérieuses complications si vous utilisez des moyens pas très honorables : "Celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes). En revanche, vous serez en mesure d'effectuer des opérations profitables à long terme.

Scorpion Aucun coup dur ne serait à redouter pour vos finances ; mais ne vous attendez pas non plus à des rentrées d'argent mirobolantes. Le plus judicieux serait de profiter de cette journée pour faire le point en demandant un rendez-vous à votre banquier. Si vous êtes endetté, ce pourrait être le moment de renégocier un étalement de vos remboursements. Si vous souhaitez obtenir un prêt immobilier, accordez-vous un temps de réflexion.

Sagittaire Concernant les finances, la journée sera difficile pour beaucoup d'entre vous, et il faudra prendre des mesures énergiques pour endiguer une hémorragie susceptible de déséquilibrer sérieusement votre budget. Vous n'aurez pas intérêt à investir dans l'immobilier en ce moment, même si c'est votre péché mignon, car vos chances seront pratiquement nulles.

Capricorne De sérieux problèmes risquent de se poser à vous si vous avez fait vos déclarations fiscales à la légère. Cela pourra aller de la simple rectification d'office à la vérification musclée qui vous mettra les nerfs en pelote.

Verseau Vous aurez intérêt à régler aujourd'hui même les questions financières exigeant de l'audace et un bon esprit d'initiative. En effet, Vénus cessera de vous influencer aux douze coups de minuit.

Poisson Grâce à la gentillesse de Jupiter, vous pourriez bénéficier aujourd'hui d'un petit succès financier. Mais si l'on vous fait une proposition trop alléchante, documentez-vous avant de donner votre accord.

L'économiste
Premier Quotidien Economique du Togo. REC N°0602/11/12/19/AAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

CHEZ VOUS **TOGO**

VOTRE AGENCE DE COMMUNICATION

Editeur de **L'Economiste du Togo**

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo . REC N° 0650/07/09/22/HAAC

- NOS SERVICES -



IMPRESSION



CARTE DE VISITE



ETIQUETTES



BÂCHE, VYNIL



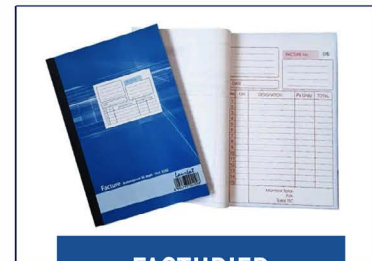
DECOUPE



PRINT CASQUETTE



BROCHURE



FACTURIER



CALENDRIER



FLYERS A4,A5....



CATALOGUE



PRINT T-SHIRT

CHEZ VOUS Togo



AGOE ASSIYEYE NON
LOIN DE LA POSTE



97190623 / 97787907
92109353 / 91198753

Site: www.leconomistedutogo.tg
Email: contact@leconomistedutogo.tg
Siège: Agoè Assiyéyé non loin de la poste

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Agoè-Nyivé

Une journée publique de recevabilité consacrée aux orientations budgétaires 2027

La commune Agoè-Nyivé 1 a organisé, le mercredi 21 octobre, une journée publique de débat d'orientation budgétaire au titre de l'exercice 2027, consacrée aux priorités de développement et à la reddition des comptes.

La rencontre vise à favoriser les échanges sur les orientations budgétaires et la reddition des comptes. Elle permettra aussi aux différents acteurs d'exprimer leurs préoccupations et de formuler des propositions en faveur du développement harmonieux de la commune. Le coordonnateur du Bureau du citoyen, Kayo Létou, a relevé plusieurs priorités, notamment la santé, les infrastructures sanitaires, les routes, l'accès à l'électricité et à l'eau, ainsi que la reconstruction du marché d'Agoè-Assiyé. D'autres priorités évoquées portent, entre autres, sur l'assainissement, l'aménagement des voies, l'éclairage public, les infrastructures sociales de base, l'autonomisation des femmes et la prise en compte de l'approche genre dans les politiques publiques locales. La maire d'Agoè-Nyivé 1,



Mme Aguzé Yawa, a souligné que cette rencontre constitue une étape importante dans le processus de préparation du budget communal. Elle offre, selon elle, l'occasion de réfléchir collectivement aux priorités de développement, d'examiner les besoins des populations et de définir les orientations qui guideront les choix budgétaires pour l'année à venir. Mme Aguzé a précisé que l'objectif est d'orienter les ressources communales vers des actions concrètes et utiles, susceptibles d'améliorer durablement les conditions de vie des populations. Elle a invité les participants à ins-

crire leurs propositions dans le prolongement de la vision nationale portée par le triptyque « Protéger, rassembler, transformer ». Le représentant du préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Kombaté Soguibabe, a rappelé que la reddition des comptes n'est pas une simple formalité administrative, mais un acte par lequel les élus locaux rendent compte de leur gestion à la population. Il a souligné que le débat d'orientation budgétaire ne consiste pas à voter les chiffres, mais à donner une vision et un sens au futur budget communal.

Avec ATOP/ASA/SED

Gestion non conflictuelle de la chefferie traditionnelle

Le préfet échange avec les chefs traditionnels de Tchamba 1

Le préfet de Tchamba, Issaka Laguebande a échangé, le vendredi 16 octobre avec les chefs de cantons et de villages de la commune Tchamba 1 pour une gestion non conflictuelle de la chefferie traditionnelle.

La rencontre, élargie à leurs secrétaires, vise à restituer l'atelier de renforcement de capacités des acteurs pour une gestion non conflictuelle de la chefferie traditionnelle organisé à Sokodé le 21 septembre passé. Il est également question de présenter l'état des lieux dans la commune et de collecter des données pour constituer la mémoire de la chefferie traditionnelle. Restituant l'atelier de Sokodé, le secrétaire général de la préfecture, Tchazodi Esso, a indiqué que 60% des conflits locaux sont liés à la chefferie traditionnelle. Il a expliqué les nouvelles dispositions encadrant le fonctionnement de la chefferie sous la 5ème République et précisé les rôles et responsabilités de chaque acteur pour une gestion efficiente



des territoires. Faisant l'état des lieux, le préfet a souligné que la commune Tchamba 1 compte cinq chefferies de cantons, mais seulement deux sont officiellement reconnues avec des décrets signés par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Les trois autres sont dirigées par des régents ou des personnes assimilées. Pour les chefs de villages, sur 79 sont officiellement connus dans la commune, et seulement 25, disposent d'arrêtés de reconnaissance. À l'échelle nationale, le Togo compte 394 cantons et plus de 8 000 villages. Le préfet Issaka s'est engagé avec

les chefs traditionnels à œuvrer pour que, dans des délais raisonnables, tous les chefs de cantons et de villages puissent obtenir leur décret ou arrêté de reconnaissance. Le 1er adjoint au maire de la commune Tchamba 1, Katafara Ousmanou, a invité les participants à s'approprier les conseils du préfet afin d'améliorer la gestion de la chefferie et de prévenir les conflits. La rencontre a pris fin par la collecte des données de tous les villages de la commune Tchamba 1 sous la supervision du préfet Issaka.

Avec ATOP/SA/MEK/DHK

Droits TV, Ligue 1

Canal+ répond au lancement de l'appel d'offres

Interrogé sur le futur lancement de l'appel d'offres de la LFP pour les droits TV de la L1, le patron de la chaîne cryptée a été très clair. Extraits.

La LFP a décidé récemment d'avancer de deux ans le lancement de son appel d'offres pour les droits TV de la Ligue 1, qui couvrira la période 2027-2032. Les médias intéressés auront un peu plus d'un mois (du 3 novembre au 7 décembre) pour se positionner. Le patron de la LFP, Vincent Labrune, se disait dernièrement optimiste, à l'heure où les revenus générés par la plateforme Ligue 1+ restent insuffisants pour les clubs français. « Depuis plusieurs mois, nous avons reçu un certain nombre de marques d'intérêt concrètes de la part de différents acteurs du marché. Pour la première fois depuis longtemps, le football français est en position de choisir son avenir », a-t-il confié, avant de souligner un calendrier « bien plus favorable que par le passé pour susciter l'intérêt des princi-



paux acteurs du marché ». Et quand on aborde la question des droits TV du championnat de France, le sujet Canal+ n'est jamais bien loin.

Canal+ ne ferme pas la porte

Diffuseur historique de la Ligue 1, la chaîne cryptée s'était brouillée avec la Ligue après le choix de cette dernière de privilégier Mediapro en 2020. S'en sont suivis de faux espoirs de retour pour les téléspectateurs et des passes d'armes répétées entre le boss de Canal+, Maxime Saada, et son homologue de la LFP, Vincent La-

brune. Ce jeudi, Maxime Saada présentait les résultats financiers de son groupe lors d'une conférence en ligne relayée par RMC Sport. Interrogé sur ce futur appel d'offres, le dirigeant n'a pas fermé la porte à un retour, mais y a mis des conditions très claires. « Je pense que nous verrons le moment venu, nous évaluerons la situation. Mais ce que je peux vous dire, c'est que nous ne mettrons pas d'argent si nous pensons que nous ne pourrions pas le récupérer. Ça ne peut pas être une dépense à perte. Si nous faisons quelque chose dans ce domaine, cela doit être rentable. Nous sommes dans une position où nous n'avons pas vraiment besoin de ces droits, donc nous les considérerons comme une opportunité, puis nous examinerons les conditions et la situation du marché. » Le message est passé.

Avec footmercato.net

Tchaoudjo

Ouro-Kassi Samirè reconduit à la tête de la SCOOPS PROCOM-PRT

M. Ouro-Kassi Samirè a été réélu à la présidence du comité de gestion de la Société coopérative simplifiée de production et de commercialisation des plantes à racines et à tubercules (SCOOPS PROCOM-PRT). C'est à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire et électorale tenue le jeudi 15 octobre à Sokodé.

Le nouveau bureau aura un mandat de trois ans, renouvelable. Il sera consacré au renforcement de l'organisation de la coopérative et à la consolidation de ses acquis économiques. La rencontre a permis aussi de renouveler la commission de surveillance, présidée par Tchakala Bassirou et composée de trois membres. Les participants ont adopté les rapports moral, narratif et financier de la coopérative depuis sa création en 2020, puis révisé les textes statutaires afin d'améliorer son fonctionnement. Selon le rapport moral, la SCOOPS PROCOM-PRT a progressivement développé son expérience dans la commercialisation groupée des produits agricoles et la mise en relation des

producteurs avec une unité de transformation. La réalisation de cinq contrats, représentant un volume cumulé de 12 400 tonnes, figure parmi ses principaux acquis. Le rapport financier fait état de 12 157,411 tonnes de cossettes de manioc commercialisées entre les campagnes 2022-2023 et 2025-2026, pour un chiffre d'affaires cumulé de 1,628 milliard de F CFA. Après déduction du coût d'achat des produits, la marge brute commerciale s'élève à 478,79 millions de F CFA. Les autres charges, évaluées à 290,02 millions de F CFA, laissent un solde cumulé de 188,78 millions de F CFA. Le rapport narratif a, pour sa part, présenté les principales activités menées, notamment la commercialisation des produits, les actions en faveur des producteurs,

les relations avec les partenaires et les initiatives visant à redynamiser la coopérative. Le président Ouro-Kassi Samirè, a expliqué que cette assemblée répond à la nécessité de réorganiser la coopérative et de clarifier les responsabilités de ses dirigeants. « Le mandat du comité de gestion était largement dépassé, nous avions également de petits soucis de gouvernance avec une mauvaise compréhension des rôles et tâches de chaque responsable », a-t-il indiqué, précisant que la révision des textes devait permettre de corriger ces difficultés. Il a remercié les membres pour leur confiance renouvelée et s'est engagé à travailler avec son équipe pour relever les défis et faire de la coopérative une organisation de référence.

Avec ATOP/JAE/MEK/KYA

Youki
AGRUMES

**RETROUVEZ
LE PLAISIR
DES VRAIS
AGRUMES**

**savouRE TON
FRUITSTYLE !**

CMJN • *Prix de vente détail conseillé • Pratiquez une activité physique régulière



BB LOMÉ S.A

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL

